

Revue Catholica

Revue de réflexion politique et religieuse

Changement de régime

Guy Hermet , le samedi 5 février 2011

Catholica ? – ?Quelle ?est ?exactement? la ?situation ?de ?la ?démocratie? aujourd’hui ?? ?Cette ?situation ?nouvelle ?est-elle ?si ?nouvelle ?que ?cela ?

Guy Hermet – La première question consiste à savoir pourquoi il est forcément question de démocratie. En réalité, la démocratie au besoin vénérée a toujours été une simple appellation, celle du régime convenable et souhaitable. Ce fut l’appellation des gouvernements représentatifs à partir du début du XXe siècle, là où il était auparavant question de monarchie constitutionnelle ou de république. La démocratie ne commence en effet à être perçue positivement qu’avec *La Démocratie en Amérique* de Tocqueville. Elle devient ensuite l’appellation satisfecit appliquée aux gouvernements paraissant capables de constituer un élément de stabilité du système international et de tranquillité relative pour leurs voisins. A l’inverse, quand un gouvernement déstabilise ce système ou semble capable de le déstabiliser, on lui dénie la qualité de démocratie, à l’instar des démocraties « illibérales », anciennement pseudo-démocraties, dont Fareed Zakaria et sa revue *Foreign Affairs* ont banalisé aujourd’hui l’appellation. Beaucoup parmi les jeunes démocraties sont des démocraties illibérales.

Toutefois, au-delà de ce sens réduit d’une étiquette appliquée aux régimes conformes aux attentes des pays principaux, on peut s’interroger plus au fond sur ce que recouvre le terme de démocratie. Deux attributs qui devraient pourtant ne se révéler qu’accessoires bien qu’ils soient devenus permanents et centraux se distinguent à ce sujet : le principe de la représentation et le dogme de la volonté majoritaire, laquelle peut en réalité se démentir elle-même d’un mois à l’autre. Assurément, les constitutions débutent souvent par une invocation au peuple souverain. Mais le principe capital bien que contestable de la représentation forme toujours l’essentiel même s’il correspond à une dépossession de ce même peuple souverain.

D’un autre point de vue, la démocratie apparaît également comme la meilleure façon de désactiver la violence qui présidait autrefois à la succession des dirigeants. Jusqu’à la naissance des régimes représentatifs et électifs modernes, les dirigeants n’accédaient au pouvoir que par la mort de leurs prédécesseurs dans la monarchie classique ou leur suppression par un acte de violence. Le régime électoral assimilé à la démocratie a permis de pacifier l’accession au pouvoir.

Enfin, la démocratie correspond au régime mixte d’Aristote. C’est là l’essentiel et on peut considérer que pendant longtemps elle a été vraiment ce « bon » régime. Dans un mode de fonctionnement satisfaisant, la démocratie abrite une élite qui trouve des artifices pour demeurer au pouvoir et un peuple que ces élites s’efforcent de satisfaire et qui s’estime satisfait. Que demander de plus si l’on reste raisonnable ? L’ennui tient à ce qu’aucune de ces définitions ne correspond à la vision lyrique de l’idéal démocratique qui constitue en réalité son masque. Il y a toujours eu des masques. La démocratie est un subterfuge visant à rendre présentable le régime mixte d’Aristote, subterfuge dont on peut se féliciter dans la mesure où il tend à écarter la misère et la violence.

Cependant, un dérapage s'est produit. La mondialisation est aujourd'hui souvent rendue responsable de la transformation du citoyen civique soucieux du bien public en un citoyen consommateur. A mon sens, ce phénomène n'est pas complètement nouveau puisqu'il date probablement du Second Empire, avant qu'il ne trouve ensuite un écho dans l'Empire allemand de Bismarck. Pour conquérir la classe ouvrière, il importait en effet aux yeux de ces grands précurseurs d'améliorer ses conditions de vie. A titre d'exemple, le voyage à Londres des pré-syndicalistes français qui ont fondé la Première Internationale fut financé par le gouvernement impérial.

Puis, Bismarck lança l'Etat-Providence dans les années 1880-1890 dans le but manifeste de dissuader les nouveaux électeurs populaires, forts de leur puissance tout juste acquise, de faire la révolution par les urnes en les transformant en consommateurs. Le suffrage universel qui équivalait pour Marx à la révolution en Angleterre se trouvait désamorcé. Vers 1910, la Grande-Bretagne prend le relais de ce mouvement qui se généralise à l'Europe dans les années 1930, souvent à l'initiative des partis chrétiens. En France, on peut citer l'apparition dans ces années des allocations familiales ou le début de l'assurance maladie. Le mouvement se développe ensuite dans l'Italie de Mussolini et s'accélère dans l'Allemagne nazie et ses possessions. Heydrich, à la tête du Protectorat de Bohême Moravie (actuelle République tchèque) au milieu de la Seconde Guerre mondiale, y avait si bien développé l'Etat-Providence qu'il était devenu fort populaire et fut pour ce motif assassiné sur ordre de l'Intelligence Service.

De fait, la Sécurité sociale est devenue essentielle pour le citoyen moderne. La démocratie, d'une proposition politique et civique faite au peuple, est ainsi devenue une offre matérielle de consommation, camouflée sous l'appellation de démocratie sociale. En ce sens, la démocratie peut être comparée à une voiture hybride. En usant de cette métaphore, la démocratie a ainsi démarré avec un moteur électrique ne consommant pas d'énergie fossile, reposant sur l'offre du bénéfice statutaire voire honorifique nouveau que constituait le suffrage universel masculin, dont la généralisation progressive pendant plus d'un demi-siècle était peu coûteuse. Puis, les batteries du véhicule électrique ayant été épuisées, il fallut passer au carburant non renouvelable des bénéfices matériels tangibles de l'Etat-Providence pour continuer à combler les attentes de la masse des citoyens. Pendant encore un demi-siècle, l'assurance-maladie, la retraite obligatoire, l'assurance contre les accidents du travail jouèrent ce rôle. Puis il fallut aller encore plus loin, faire en sorte que les populations imaginent que les générations qui leur succéderaient – leurs enfants – vivraient mieux que leurs parents, en permettant à la masse des gens pauvres d'accéder à des modes de consommation jusqu'alors réservés aux riches. La démocratisation de l'enseignement secondaire puis supérieur qui s'ensuivit ne déboucha toutefois que sur la production de diplômés ne trouvant pas de débouchés sur le marché du travail ou appelés à des fonctions plus élevées qui ne les haussaient pourtant pas sur l'échelle sociale. De surcroît, l'accession aux avantages des classes supposées riches, telle que la démocratisation de la voiture et des vacances apparut comme un jeu de dupes, aboutissant aux embouteillages, à la pollution, à l'encombrement des plages. Les privilèges cessent de l'être s'ils sont accordés à tout le monde ! En fait, la voiture hybride de la démocratie épuisait son carburant pour un résultat de plus en plus décevant, et depuis la fin des années 1990, le système touche en conséquence à sa fin. Le carburant de la démocratie sociale devenue démocratie tout court en est à ses dernières gouttes. Les dirigeants politiques en ont pris conscience les premiers, mais la masse des citoyens le sait également aujourd'hui.

Cette situation semble expliquer largement le comportement des millions de citoyens associés de près ou de loin aux récents mouvements de grève contestant le report de l'âge de la retraite de 60 à 62 ans. Comme le note le philosophe Redeker, l'utopie démocratique était parvenue au prodige d'inventer un nouveau paradis, en remplacement de l'Au-delà, que certains considéraient comme

une tromperie destinée à anesthésier les malheureux sur terre. À ce premier Paradis céleste s'est substituée ensuite la notion de paradis sur terre, paradis civique issu de la libération apportée par la révolution française et ses idées nouvelles, au premier rang desquelles l'égalité de tous, qui a engendré la laïcité, la déchristianisation ou le rejet de toute religion. Puis c'est enfin le paradis de l'Etat-Providence, symbolisé au premier chef en France par la retraite à 60 ans, qui a pris le relais du paradis post-révolutionnaire, instituant une nouvelle religion sociale dans laquelle ce pays était le plus avancé. Ces mouvements de ces dernières semaines furent une réponse désespérée à la fermeture de ce troisième et dernier paradis, celui de la démocratie sociale, qui s'identifie avec la démocratie sauf en Amérique du Nord pour l'instant encore. Face à ce constat d'impossible prolongation de la démocratie telle que la masse des gens en était venue à l'aimer, il est certes envisageable d'en utiliser le mot pendant quelques décennies encore, mais celui-ci n'aura plus rien de commun avec l'idéal démocratique ni même avec la timide démocratie sociale. [...]

Le samedi 5 février 2011 à 22:21 . Classé dans [Numéro 110](#). Vous pouvez suivre toutes les réponses à ce billet via le [fils de commentaire \(RSS\)](#). Les commentaires et pings ne sont plus permis.